



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0003487
Bénéficiaire :	25040107200047 SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU VERDON
Action en cours :	En cours d'instruction
État opération :	Complet
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	25040107200047
Raison sociale :	SYNDICAT MIXTE DU PARC NATUREL REGIONAL DU VERDON
Adresse :	Maison du Parc 04360 MOUSTIERS SAINTE MARIE



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Transition énergétique et valorisation durable des ressources / OT06 - Objectif thématique : Préserver et protéger l'environnement et encourager l'utilisation efficace des ressources / PI06d - Priorité d'investissement : Protéger et restaurer la biodiversité et les sols et favoriser des services liés aux écosystèmes, y compris au travers de Natura 2000, et des infrastructures vertes / AP03-OT06-PI06d-OS6d - Objectif spécifique : Réduire la pression sur la biodiversité en intervenant sur les trames vertes et bleues

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	Restauration hydromorphologique du Colostre. Phase 1
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Bassin versant du Colostre
Adresse :	SM DU PNR DU VERDON Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	15/01/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI6d : Réduire la pression sur la biodiversité en./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds du 28 octobre 2016	Décisionnel	Dématérialisé	28/10/2016	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 17 décembre 2018	Décisionnel	Dématérialisé	17/12/2018	

Description de l'opération
<p>Le Colostre (04), affluent en rive droite du Verdon, était à l'origine parfaitement connectif sur 30 km depuis sa confluence. Il est aujourd'hui jalonné de nombreux seuils et ouvrages dont les impacts sur les transits sédimentaires et piscicoles restaient peu connus. Dans le cadre de la mise en application du SAGE Verdon qu'il anime, le Parc naturel régional du Verdon a donc décidé d'entreprendre un état des lieux de la continuité écologique sur ce cours d'eau. Ainsi, diverses mesures ont été mise en œuvre afin d'évaluer leur franchissabilité pour l'ichtyofaune. Les résultats ont montré que de nombreux obstacles rompent la continuité piscicole (plus de 80), et ce, dès le 4ème kilomètre avant son arrivée dans le Verdon. Pourtant, en s'appuyant sur les résultats d'inventaires piscicoles, il s'avère que ces infranchissables n'expliquent pas le déséquilibre constaté au sein des populations piscicoles. L'application d'un protocole de mesure de la qualité de l'habitat a permis en revanche de prouver que le manque d'habitats est une des causes principales des désordres biologiques observés. En</p>



conséquence, l'idée d'aménagements ponctuels des seuils en vue de rétablir la seule continuité écologique est à abandonner au profit de solutions de restauration plus globales, intégrant une amélioration durable de l'intérêt physique du cours d'eau. Il s'agit d'un projet ambitieux et innovant ayant un caractère reproductible sur petits cours d'eau méditerranéens. Il permettra à terme de restaurer l'ensemble du linéaire du Colostre et de reconnecter les affluents majeurs. Dans la première phase 2 km de cours d'eau vont faire l'objet d'une restauration hydromorphologique et ouvrir 2.8 km d'habitats (à minima selon le plan d'exécution qui sera précisé par le maître d'œuvre).

Depuis septembre 2013, le Colostre est classé en Liste 1 de sa source à la confluence avec le Tartavel (Allemagne en Provence) et en Liste 2 de la confluence avec le Tartavel à la confluence avec le Verdon. De ce fait les ouvrages présentant des obstacles aux continuités écologiques classés en Liste 2 (d'Allemagne à la confluence du Colostre avec le Verdon) doivent être rendus franchissables pour septembre 2018. Les listes sont révisables en 2018.

Objectifs recherchés :

Le projet de restauration hydromorphologique issu de l'étude permettra à la fois :

- De restaurer la qualité écologique du Colostre : amélioration des habitats, des populations piscicoles, effets bénéfiques sur la qualité des eaux et sur la ressource (diminution des étiages) ;
- De répondre aux exigences réglementaires, en rendant franchissables les ouvrages présents sur les secteurs concernés par les travaux ;
- Ce type de projet de restauration globale d'un cours d'eau ne se limite pas aux aspects purement technique, mais s'inscrit dans un projet de territoire (7 communes) : il s'agit d'une opération économique, sociale, environnementale, culturelle et politique. Les travaux amèneront des changements importants pour le territoire, mais pourront aboutir à une nouvelle vision de la rivière par les habitants, à une meilleure appropriation de ce cours d'eau, à une mise en valeur et à des sites plus attrayants.

Résultats escomptés (cible visée)

La restauration de 2 000 m de cours d'eau permettant la reconnexion du Colostre au Verdon.
Générer l'adhésion des riverains et habitants au projet global : remettre la rivière au centre des communes.
Engagement d'un projet de grande ampleur sur le sous bassin versant du Colostre.
En lien avec les projets de définition des trames vertes et bleue, mettre en œuvre des travaux de restauration du milieu impactant positivement les espaces et les espèces définies comme prioritaires dans la zone Natura 2000 concernée.
Prendre en compte la problématique des espèces exotiques invasives dans les réflexions et démarches de restauration des continuités écologiques.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/03/2016	Fin : 01/04/2021
Administratif et études ---> 1er trimestre 2016 à 3ème trimestre 2017		
Concertation communication ---> 3ème trimestre 2016 à 1er trimestre 2019		
Travaux ---> 3ème trimestre 2017 à 1er trimestre 2019		
Gestion de projet ---> 2ème trimestre 2016 à 1er trimestre 2019.		

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense

Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	36 000,00 €
Divers documents de communication et de			



concertation			
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement	Direct	Fonctionnement	2 398,00 €
Frais de déplacement			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	103 252,00 €
Equipe dédiée à l'opération en rémunération directe			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Fonctionnement	1 123 500,00 €
Etudes + travaux + formation			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Fonctionnement	700,00 €
Aquisition de petit matériel			
Total :			1 265 850,00 €

Ressources	
<i>Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?</i>	Non
<i>Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?</i>	Non



Détails des ressources

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
Autre partenaire récurrent	Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse			50,00	632 925,00		0,00	
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	632 925,00		17 009,16	
Total co-financier				100,00	1 265 850,00	0,00	17 009,16	0,00
Bénéficiaire				0,00	0,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	1 265 850,00	0,00	17 009,16	0,00



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Les motifs de la demande de prorogation sont les suivants :

- Le caractère embroussaillé des berges a rendu plus difficile que prévu les levés topographiques avec des opérations de débroussaillage nécessaires. Par ailleurs, des levés terrestres complémentaires ont dû être réalisés → retard évalué à 7 mois ;
- La zone de travaux est sensible sur le plan des vestiges archéologiques gallo-romains et nécessite un travail en collaboration avec le service départemental d'archéologie ;
- La maîtrise du foncier s'avère plus complexe que prévue avec un risque d'expropriation sur certaines parcelles. Afin de couvrir la période éventuelle de recours, il convient d'étendre la durée de réalisation → retard évalué à 13 mois.
- La fenêtre environnementale de réalisation des travaux a été réduite à 3 mois par an (entre le 15 août au 15 novembre). Au final, la prorogation de la convention est demandée à hauteur de 25 mois.

Avis favorable dans la mesure où l'objectif de l'opération, son contenu, son coût et son plan de financement restent inchangés.